

Bibliographie

- 1 -<https://bis.lexisnexis.fr/-media2/pdf/eBook-ISO37001-LexisNexisBIS.pdf>.
- 2-<https://www.iso.org/fr/news/2016/10/Ref2125.html>.
- 3 -Valerio Brescia, Corruption and ISO 37001: A new instrument to prevent it in international entrepreneurship World Journal of Accounting, Finance and Engineering Vol.1, No.1 (2017).
- 4 -<https://www.iso.org/fr/management-system-standards.html>
- 5 - Marjina Tarivunovic, Jesper Johnson, Harld Mathisenn, Elaborer un système de gestion des risques de corruption pour ONG : Réflexions à l’usage des donateurs, anti-corruption centre septembre 2012 n°5 .
- 6 - Jean Pierre Mean , All you need to know about ISO 37001: What is ISO? Published on Tuesday November 21, 2017 <http://anticorruptionexperts.com/all-you-need-to-know-about-iso-37001/>
- 7 -Piotr Kafel, Anti-bribery Management System as a tool to increase quality of live, 1st International conférence on Quality of Life June 2016 Center for Quality, Faculty of Engineering, University of Kragujevac.
- 8 - César Garzon et Taïb Hafsi, L’évaluation des stratégies de lutte contre la corruption, Revue française de gestion, 2007/6 (n° 175).
- 9 - Lutte contre la corruption, Matrice des risques marchés secteur de l’électricité, les guides CGEM Mai 2009.

La norme ISO 37001 : Un nouveau système de management anti corruption d'usage international

Conclusion

La norme ISO 37001 a rencontré un succès grandissant auprès des gouvernements comme auprès des entreprises, quelle que soit la manière dont la norme est utilisée, elle sert à étayer la réglementation et la législation nationales aux meilleurs standards internationaux en matière de lutte contre la corruption, autorités de réglementation et les autorités publiques de certains pays comptent sur la norme ISO 37001. Sachant qu'elle dispose ainsi d'une base solide puisque la norme a été établie avec le concours d'experts internationaux.

Les organismes peuvent opter pour une certification ⁽²⁰⁾selon ISO 37001 par une tierce partie accréditée, afin d'attester que leur système de management anti-corruption répond aux critères de la norme. Bien que la certification (ou conformité) selon ISO 37001 ne garantisse pas l'absence de corruption au sein d'un organisme ou en lien avec ce dernier, la norme permet d'établir qu'il met en œuvre toutes les mesures appropriées pour prévenir la corruption.

20- L'IANOR est l'organisme national de normalisation en Algérie.

aux associés qui agissent pour le compte ou au profit de l'organisation et qui pourraient poser plus qu'un faible risque de corruption.

IV - Répondre aux critiques ISO

L'ISO 37001 a été généralement bien accueillie et considérée comme un important pas en avant dans la lutte contre la corruption à l'échelle mondiale. Cependant, plusieurs critiques, notamment aux États-Unis, ont exprimé des doutes quant à l'utilité de la nouvelle norme.

1 - L'un des points soulevés est que la norme ISO 37001 est déficiente car elle ne comprend pas certaines pratiques incluses dans d'autres instruments. Rick Messick a clarifié ce point dans un blog publié sur GAB The Global Anticorruption Blog, qui inclut une comparaison des écarts ISO 37001 avec les Lignes directrices fédérales américaines sur la détermination de la peine et Manuel d'éthique et de conformité anticorruption pour les entreprises publié en 2013 par l'OCDE, l'ONUDC et la Banque mondiale. Sa conclusion est qu'il y a peu de différence entre ces instruments. En effet, ISO 37001 semble même aller au-delà des directives sur la détermination de la peine dans certains domaines.

2 - Un autre argument avancé est que l'ISO n'est pas une loi, ce qui signifie que la norme n'est pas susceptible de jouer un rôle lorsque quand les procureurs et les régulateurs prennent en compte un programme de conformité d'organisation pour déterminer si une défense d'entreprise doit s'appliquer ou non.

S'il est exact que l'ISO n'est pas une loi et ne constitue pas en soi une défense contre les poursuites, on peut difficilement l'ignorer si une organisation a mis en place des mesures adéquates ou fait des efforts raisonnables pour prévenir la corruption. Il servira également de référence mondiale (y compris pour les procureurs ou les juges) en matière de bonnes pratiques anti-corruption, car elle s'appuie sur d'autres instruments qui l'ont précédée.

La norme ISO 37001 : Un nouveau système de management anti corruption d'usage international

système de management anti-corruption. Elle devrait également expliquer le rôle de la politique de lutte contre la corruption, ainsi que les conséquences du non respect de cette dernière.

La politique devrait être à la disposition des parties prenantes et être communiquée directement à tout le personnel et à tous les associés. Elle devrait être traduite dans toutes les langues appropriées.

La politique devrait être complétée par des procédures sur les cadeaux, les invitations, les dons et autres avantages similaires.

- **La mise en œuvre des contrôles financiers et commerciaux et des procédures d'enquête :** Il faut également mettre en place des procédures permettant de soulever des préoccupations et d'obtenir des conseils en toute confiance et sans crainte de représailles. Les rapports anonymes doivent être autorisés.

- **La nomination d'une personne pour superviser les respects des mesures anti-corruption :** Bien que la mise en œuvre de la politique de lutte contre la corruption incombe à tout le personnel (y compris les directeurs, dirigeants et membres du personnel), une fonction de lutte contre la corruption doit être chargée de superviser la mise en œuvre le système de management anti-corruption est conforme aux exigences de la norme ISO 37001 et adresser des rapports à la direction et au conseil d'administration.

La fonction anti-corruption doit être dotée de ressources suffisantes avec des personnes possédant les compétences, le statut, l'autorité et l'indépendance appropriés. Il doit avoir un accès direct à la direction et au conseil d'administration ou au comité approprié du conseil.

- **La formation du personnel :** la formation permet au personnel de mieux comprendre les risques de corruption, les circonstances dans lesquelles la corruption peut se produire, les mesures adaptées pour éviter la corruption pour contribuer à l'efficacité du système de gestion de la lutte contre la corruption, (comment on peut signaler les problèmes et quelles sont les implications de ne pas confirmer les exigences des systèmes de lutte contre la corruption). La formation doit être dispensée régulièrement au personnel et

Le leadership signifie que le conseil d'administration ou le conseil de surveillance ou quiconque détient l'autorité ultime dans une organisation soutient activement et promeut la mise en œuvre du système de management anti corruption. Il y a plus de choses en jeu que de mettre en place des mesures techniques. Ce qu'il faut, c'est un changement ou un renforcement culturel. Le leadership signifie également que la direction stratégique doit être pleinement engagée et activement impliquée dans la mise en place du système avec le soutien de la fonction de conformité, et non une délégation de celle-ci.

- **L'évaluation des risques de corruption** ce qui signifie que la mise en œuvre de la norme ISO 37001 doit refléter les risques de corruption spécifiques auxquels une organisation est exposée afin de faire évoluer la politique anti-corruption, cela implique une bonne compréhension du contexte dans lequel l'organisation opère, y compris les facteurs suivants: taille de ses opérations, structure, emplacement (s), secteur (s), nature de ses activités, entités contrôlées, partenaires commerciaux, étendue des interactions avec les responsables commerciaux et obligations légales, réglementaires, contractuelles et professionnelles applicables.

2. l'implantation des mesures anti-corruption

La norme ISO 37001, définit une série de mesures qui incluent l'adoption d'une politique de lutte contre la corruption, la désignation d'une personne chargé de superviser la conformité aux mesures anti-corruption, la formation, l'évaluation des risques de corruption et l'exercice d'un devoir de vigilance quant aux projets et aux parties associées aux activités, la mise en place de contrôles financiers et commerciaux, et l'instauration de procédure de signalement et d'enquête

- **L'adoption d'une politique anti corruption** Cette politique devrait inclure une interdiction de la corruption et un engagement à se conformer à toutes les lois anti-corruption applicables. Elle devrait être adaptée à l'organisation, fournir un cadre pour atteindre les objectifs de lutte contre la corruption et inclure des engagements pour satisfaire aux exigences du

La norme ISO 37001 : Un nouveau système de management anti corruption d'usage international

- **Un outil de conformité réglementaire et de prévention :** L'ISO 37001 est certes une norme privée et donc juridiquement non contraignante, mais c'est aussi un véritable outil de prévention qui offre aux entreprises la possibilité d'adopter une démarche d'amélioration continue. Comme ses homologues (ISO 9001, ISO 14001...), cette nouvelle norme est fondée sur la structure-cadre de l'ISO pour les normes de systèmes de management. Cela signifie qu'elle peut être facilement intégrée dans les autres systèmes de management existants portant notamment sur la Qualité, l'Environnement et la Sécurité.

III - Identifier les procédures et les politiques pour mettre en œuvre un système de management anti-corruption

ISO 37001 a été conçu pour aider les organisations à mettre en œuvre un système de gestion anti-corruption efficace. Elle identifie une série de mesures que l'organisation devrait implémenter pour aider à prévenir, détecter et gérer la corruption.

1 - Les exigences de mise en œuvre un SMAC

Les exigences ne sont pas nouvelles pour les praticiens du domaine. Ce qui est innovant à propos d'ISO 37001, c'est qu'il offre une approche structurée et approfondie de la lutte contre la corruption qui n'existait pas dans la même mesure auparavant.

La mise en place d'un système de management anti corruption, exige la disposition de deux conditions préalables pour poser les bases du succès. A savoir :

- **Leadership** Dans une stratégie anti-corruption, un leadership au plus haut niveau et un soutien des acteurs clés concernés sont essentiels pour impulser les réformes nécessaires et infuser l'énergie requise pour les mener à leur terme⁽¹⁹⁾. Le leadership est un élément essentiel pour tout système de management anti corruption. De facto, des recherches ont montré que c'est le facteur qui a le plus d'impact sur le succès des mesures anti-corruption.

19- César Garzon et Taïb Hafsi , L'évaluation des stratégies de lutte contre la corruption, Revue française de gestion, 2007/6 (n° 175), p69

les recommandations de bonnes pratiques sur les contrôles internes, l'éthique et la conformité de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ⁽¹⁷⁾. Plutôt que d'innover, ISO 37001 consolide ces instruments et les développe.

• **La norme ISO 37001 peut également servir de référence pour évaluer la position d'une organisation par rapport aux meilleures pratiques mondiales utilisées par d'autres organisations :**

L'utilisation comme référence peut être appliquée en interne par l'organisation pour évaluer son propre système ou en externe pour évaluer les systèmes de ses fournisseurs ou d'autres partenaires commerciaux.

• **ISO 37001 sert également d'outil favorisant la transparence l'alimentation par l'information pour les parties prenantes de l'organisation :** y compris son conseil d'administration, son personnel, ses partenaires commerciaux et ses investisseurs, sur sa position en matière de corruption. Communiquer sur ses politiques de lutte contre la corruption aide également l'organisation à se différencier de ses concurrents qui n'ont pas mis en place un système efficace de gestion de la lutte contre la corruption et à acquérir ainsi un avantage concurrentiel.

• **La mise en œuvre d'ISO 37001 est un moyen de démontrer la conformité à la loi applicable :**

La conformité d'une organisation aux exigences du système de management ISO 37001 ne signifie pas qu'aucun cas de corruption ne s'est produit ou pourrait se produire, mais que l'organisation a fait ce qu'il est raisonnablement possible de faire pour prévenir les affaires de corruption⁽¹⁸⁾. Facteur important pour évaluer la responsabilité pénale de l'organisation en cas de corruption. Ce facteur peut être renforcé par la mise en œuvre de la certification ISO 37001 en la confiant à un intervenant externe.

17- La recommandation de l'OCDE visant à renforcer la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales a été publiée le 9 décembre 2009, à l'occasion du 10ème anniversaire d'entrée en vigueur de la convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption.

18- Valerio Brescia, op.cit., P 10.

La norme ISO 37001 : Un nouveau système de management anti corruption d'usage international

qualité. La différence est très importante puisque seules les normes d'exigence peuvent être auditées et certifiées. Quelques membres, ont insisté sur le fait que l'ISO 37001 ne devrait être qu'une norme d'orientation. Le comité a voté par majorité pour que l'ISO 37001 soit une norme d'exigence. Cela signifie que les organisations qui décident de se faire certifier (et seulement celles-ci) doivent satisfaire aux exigences des normes⁽¹⁵⁾.

L'ISO 37001 est claquée sur l'ossature de l'ISO 9001 en terme de déploiement d'un programme de conformité : pilotage, gouvernance, ressources, contrôle et formation du personnel, évaluation de la performance, actions correctrices dans un souci d'amélioration continu. La norme peut être utilisée seule ou conjointement avec d'autre norme relatives aux systèmes de gestion, à titre d'exemple, ISO 9001, ISO 14001, ISO/IEC 27001, ISO 19600 et d'autres normes de gestion, par exemple ISO 26000, ISO 31000 ⁽¹⁶⁾.

2 . Les avantages de la norme ISO

Neill Stansbury, président du comité de projet de l'ISO, chargé de l'élaboration de la norme sous la direction de BSI, membre de l'ISO pour le Royaume-Uni, a déclaré que les avantages de la mise en œuvre de la norme sont nombreux. «ISO 37001 aidera à fournir l'assurance à la direction, aux investisseurs, aux partenaires commerciaux, au personnel et aux autres parties prenantes qu'une organisation prend des mesures raisonnables pour prévenir la corruption. »

De ce fait, La norme ISO 37001 peut être utilisée, au bénéfice d'une organisation, de diverses manières, à savoir :

• Une référence pour l'implantation ou l'amélioration d'un système de gestion de la lutte contre la corruption :

La norme ISO 37001 s'appuie sur d'autres instruments qui fournissent des orientations pour les organisations engagées dans la voie de l'intégrité (ex :

15- Jean Pierre Mean, All you need to know about ISO 37001: What is ISO? Published on Tuesday November 21, 2017 <http://anticorruptionexperts.com/all-you-need-to-know-about-iso-37001/>.

16- Piotr Kafel, Anti-bribery Management System as a tool to increase quality of live, 1st International conference on Quality of Life June 2016 Center for Quality, Faculty of Engineering, University of Kragujevac, P222 .

Dans cette perspective, la norme NF ISO 37001 permet d'évaluer un programme de prévention de la corruption. Les organisations peuvent comparer leurs dispositifs aux exigences de la norme et compléter les aspects de leurs systèmes qui le nécessiteraient.

C'est également un outil pour guider les organisations qui souhaitent déployer un système de management anti-corruption.

Etant que la corruption puisse impliquer un avantage dans n'importe quelle valeur qu'elle soit financière ou non financière, les exigences d'ISO 37001 sont génériques et destinées à s'appliquer à tous les organismes (ou parties d'organisme), indépendamment du type, de taille et de la nature de l'activité, qu'ils exercent leur activité dans le secteur public, privé ou sans but lucratif. Cela englobe les entreprises publiques, les grandes entreprises, les PME et les organisations non gouvernementales.

L'ISO 37001 est applicable à la corruption uniquement. Il définit des exigences et fournit des préconisations pour les systèmes de management conçus pour aider les organismes à prévenir, détecter et lutter contre la corruption (comme nous l'avons déjà mentionné), en plus se conformer à la législation anti-corruption et aux autres engagements volontaires applicables à ses activités, il faut noter que la norme ISO 37001 n'est pas spécifiquement applicable aux fraudes, les ententes et autres délits de concurrence, le blanchiment d'argent et autres activités liées à des manœuvre frauduleuses. Cependant, une organisation peut choisir d'étendre le champ d'application de son système de gestion pour inclure de telles activités. ⁽¹⁴⁾

Il faut noter que la norme ISO 37001 n'est pas un « Audit pour détecter la corruption », mais bien la mise en place de bonnes pratiques en matière de lutte à la corruption.

1 - La position de la norme ISO dans le contexte normatif

L'un des points les plus discutés lors des premières réunions du comité ISO/PC 278 était de savoir si les normes devaient être des normes d'orientation, telles que la norme ISO 19600 sur la gestion de la conformité ou une norme d'exigence telle que la norme ISO 9001 sur le système de management de la

14- Valerio Brescia, op. cit., P 05.

La norme ISO 37001 : Un nouveau système de management anti corruption d'usage international

de l'ISO pour le Royaume-Uni. Avec des experts de 44 pays et d'organisations internationales impliqués dans son développement. dans le but de publier un nouveau standard international pour les systèmes de gestion anti-corruption, le comité a tenu 05 réunions , après une réunion préliminaire à Londres en juin 2013 , le processus a débuté en automne 2013 et s'est achevé trois ans plus tard avec la publication de la norme ISO 37001, également appelée « norme anti-corruption » qui a pour objectif d'inciter les entreprises à mettre en place un « Système de Management Anti-corruption » (SMAC) pour prévenir, minimiser et encadrer les risques de corruption. Une fois le système implanté, des auditeurs-certificateurs seront mandatés pour auditer la qualité du système et ainsi certifier l'organisation.

1. Finalité et champ d'application d'un système de management anti-corruption

La mise en place d'un système de management anti corruption vise à promouvoir une culture anti-corruption au sein des organismes et à mettre en œuvre des moyens de contrôle appropriés, permettant d'augmenter les chances de déceler la corruption et d'en réduire d'emblée l'incidence , Elle contribue à réduire les risques de corruption potentiels et permet de démontrer aux parties prenantes les bonnes pratiques reconnues au plan international en terme de moyens de contrôle anti-corruption.

Le premier apport de la Norme ISO 37001 est de créer un document de référence pour déterminer ce que doit contenir un programme de prévention de la corruption. Cette démarche n'est pas nouvelle. Il existe déjà de nombreuses lignes directrices et beaucoup d'entreprises se sont dotées de programmes robustes depuis plusieurs années. Toutefois, l'existence d'un document élaboré par des experts de plus de 20 pays, développé au niveau international et coopté par l'organisation ISO, permet de définir des règles qui ont une forte légitimité et reconnaissance. Il existe désormais un standard de référence en matière de lutte contre la corruption au-delà des différentes approches spécifiques à une organisation ou une loi nationale.

sans but lucratif ne distribuant pas de profit et offrant des services au plan mondial dans les domaines afférents à la normalisation, l'évaluation des systèmes, la certification des produits, la formation et les services conseils.

la participation du secteur privé dans la lutte contre la concurrence déloyale et pour le respect des procédures d'appels d'offres et des droits de propriété.

En dépit de ces nombreuses conventions et accords internationaux destinés à lutter contre ce fléau, continue quand même d'affecter chaque aspect de la vie que ce soit économique ou politique, de ce fait plusieurs organismes ont joué un rôle activement pour enrayer ce phénomène, c'est le cas pour l'Organisation Internationale de Normalisation (ISO)⁽¹²⁾ qui s'est chargée de l'élaboration, et la mise en œuvre d'un système de management anti-corruption (comme illustrées ci-dessus) pour aider les organismes à lutter contre la corruption et promouvoir une culture.

II - Contexte et enjeux d'un Système de Management Anti-corruption

La prévention de la corruption est de plus en plus considérée comme un problème de gestion comme l'ont montré de nombreuses et récentes poursuites d'entreprises et de particuliers, et doit donc être traitée, au sein des organisations, de la même manière que la gestion de la sécurité et de l'environnement.

La norme BS10500 (système de gestion anti-corruption), est considérée comme la première norme, créée au Royaume-Uni en réponse à la Loi de 2011 sur la corruption. Ensuite, en 2013, l'organisation ISO a créé un comité de projet ISO / PC 278, dont le secrétariat est assuré par la BSI⁽¹³⁾ le membre

12- L'organisation Internationale de Normalisation a été créée en 1947 à la suite d'une conférence internationale à laquelle on participait des représentants de 25 pays en automne de 1946 à Londres. Le secrétariat central de l'ISO est situé à Genève, en Suisse. Les organismes de l'ISO sont des organismes nationaux chargés de la normalisation dans 165 pays respectifs, dont l'Algérie est présentée par l'Institut Algérien de normalisation (IANOR). ISO a pour but de produire des normes internationales dans les domaines industriels et commerciaux appelées normes ISO.

13-La British Standards Institution (BSI) fut créée en 1901 en tant que Comité des normes mécaniques. En vertu d'une Charte royale de 1929, les objectifs et les buts de l'organisation furent définis comme suit: promouvoir le commerce en développant des normes industrielles communes; limiter le gaspillage en simplifiant la production et la distribution; protéger le consommateur en octroyant des licences d'utilisation des marques faisant valoir la conformité des produits aux normes. Le nom de British Standards Institution fut adopté en 1931. Conformément à un Protocole d'accord avec le gouvernement du Royaume-Uni, la BSI est reconnue comme l'organisme national de normalisation du Royaume-Uni. L'ESSAC de la BSI est le membre national du Royaume-Uni auprès de la CEI. La BSI est une organisation

La norme ISO 37001 : Un nouveau système de management anti corruption d'usage international

– un autre avantage important est qu'un programme robuste peut apporter des circonstances atténuantes, voire une défense totale en cas d'infraction. Ainsi une organisation qui détecte une infraction à sa politique anti-corruption et en tire les conséquences nécessaires peut-elle réduire sa responsabilité, en faisant porter en particularité la charge à la personne physique qui aurait délibérément violé les règles de l'organisation.

Afin de répondre à ces différentes exigences réglementaires, il devient nécessaire de définir ce que doivent contenir les programmes de prévention de la corruption et de permettre aux organisations d'évaluer la performance de leurs systèmes.

3. La Convention interaméricaine contre la corruption, entrée en vigueur en 1997 et dont les États parties incluent les pays membres de l'Organisation des États Américains;

4. La Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, adoptée en 2003 et qui compte 33 États membres africains;

5. La Convention pénale contre la corruption du Conseil de l'Europe (adoptée en 1998) et la Convention civile sur la corruption (adoptée en 1999).

Certaines des conventions internationales mentionnées ci-dessus (telles que la Convention des Nations Unies contre la corruption, la Convention de lutte contre la corruption de l'OCDE et la Convention pénale contre la corruption du Conseil de l'Europe) exigent que les personnes morales soient tenues pour responsables dans les cas de corruption. De plus, certains de ces instruments encouragent expressément l'adoption par les entreprises de programmes de conformité et de codes de conduite. La Recommandation de l'OCDE visant à renforcer la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers, adoptée en 2009, demande aux pays membres d'encourager les entreprises à développer et adopter des contrôles internes adéquats et des programmes ou des mesures de déontologie et de conformité afin de prévenir et détecter la corruption d'origine étrangère. En soutien à cette disposition, l'OCDE a émis un Guide de bonnes pratiques pour les contrôles internes, la déontologie et la conformité. La Convention de l'Union Africaine exige également que les États parties établissent des mécanismes afin d'encourager

2 -Comprendre le contexte international et réglementaire anti corruption

Durant la dernière décennie, un cadre juridique international a été mis en place pour lutter contre la corruption, il s'agit des conventions internationales et territoriales :

1. la Convention des Nations Unies contre la corruption, qui est entrée en vigueur en 2005 et compte 167 États parties ;

2. La convention de l'OCDE de lutte contre la corruption qui a établi des normes juridiquement contraignantes pour faire de la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales une infraction criminelle. Cette convention a fixé un cadre qui a influencé les législations nationales adoptées depuis lors : l'accent est porté sur la corruption active, les « payeurs » de la corruption (donc principalement les personnes morales), que cette corruption soit payée directement ou indirectement via des intermédiaires.

Cela a entraîné un certain nombre de conséquences pour les entreprises, notamment l'exigence de déployer un programme anti-corruption. Cette exigence a d'abord été une conséquence indirecte de la convention OCDE (montrer ses meilleurs efforts pour prévenir le risque de corruption) ; elle est progressivement devenue une obligation. Ainsi la législation britannique, le UK Bribery Act, a créé une nouvelle infraction en 2010 – le manque de procédures proportionnées pour prévenir le risque de corruption. Cette réglementation a désormais des équivalents dans de nombreux pays tels la Russie ou le Brésil. L'adoption de la loi Sapin 2, le 10 décembre 2016, a étendu ces exigences au cadre législatif français.

La nécessité de déployer des programmes de prévention de la corruption ne doit pas tant être perçue comme une nouvelle contrainte pesant sur les entreprises que comme des garanties supplémentaires des entreprises :

– l'un des avantages est de contribuer à définir les règles auxquelles les entreprises doivent se soumettre, des règles identiques pour tous ;

La norme ISO 37001 : Un nouveau système de management anti corruption d'usage international

des mécanismes de gestion des incidents de corruption lorsque ces derniers surviennent.⁽¹⁰⁾

Un organisme incapable de maîtriser la corruption dans ses propres programmes manquera de crédibilité pour proposer à ses partenaires d'adopter certaines normes et certains mécanismes de lutte contre la corruption. De nombreux organismes ont déjà investi beaucoup de temps et de ressources pour développer des systèmes et des processus internes destinés à prévenir la corruption. Si l'on élargit la notion de système de prévention et de répression et qu'on l'adapte au contexte du développement, on peut alors regrouper les mesures nécessaires – les éléments d'un système de gestion des risques de corruption – comme suit :

- Mesures d'identification des risques de corruption ;
- Mesures de réduction des risques de corruption (ou des opportunités de corruption) ;
- Mesures de détection de la corruption ;
- Mesures : mesures d'enquête et sanctions en cas de suspicion ou de preuve de corruption ;
- Mécanismes de mise en œuvre de l'intégralité des mesures précitées.

Un système de gestion des risques de corruption englobe donc la totalité de ces mesures et couvre de multiples niveaux d'activités institutionnelles, aussi bien au cours du cycle des projets que dans le cadre courant des stratégies et procédures internes des organisations. La gestion des risques de corruption requiert donc l'implication de tous les échelons d'une organisation : du personnel chargé de programme aux responsables chargés de la lutte contre la corruption ou la fraude, en passant par le personnel administratif et financier. Inversement, les mesures de gestion des risques de corruption doivent être intégrées à différents niveaux des activités institutionnelles⁽¹¹⁾.

10- Mirjana Trivunovic, Jesper Johnson, Harald Mathisenn, Elaborer un système de gestion des risques de corruption pour ONG : Réflexions à l'usage des donateurs, anti-corruption centre septembre 2012 n° 5 , P07.

11- Mirjana Trivunovic, Jesper Johnson, Harald Mathisenn,, op. cit., P07

Or la norme ISO 37001 vise à maîtriser le risque de corruption, il est donc nécessaire de le cerner, de se concentrer sur l'importance de développer des programmes anti-corruption et de comprendre le contexte international et réglementaire luttant contre ce fléau.

1 - comprendre et prévenir le risque de la corruption

La prise en compte et la maîtrise des actes de corruption est incontournable et nécessaire d'une part afin de se conformer à la loi, d'autre part pour se fonder dans le cadre économique général prônant la transparence

Les actes de corruption renvoient à tout un éventail de pratiques illégales ou moralement inacceptables qui constituent – si l'on se réfère à la définition générale la mieux acceptée – un abus d'un pouvoir reçu en délégation à des fins privées⁽⁸⁾. Quant à l'ISO 37001, Le terme « corruption » est utilisé pour désigner l'offre, la promesse, le don, l'acceptation ou la sollicitation d'un avantage (financier ou non financier), directement ou indirectement, en violation des lois applicables, pour inciter ou récompenser une personne à agir ou à ne pas agir dans le cadre de ses fonctions.

Le risque de corruption, qu'il concerne des agents privés ou publics, constitue aujourd'hui un enjeu majeur pour les entreprises en raison des conséquences pénales, financières et de réputation qu'il peut engendrer.

La situation de risque peut être définie comme étant un ensemble d'événements ou de contraintes susceptibles d'être exploités abusivement à des fins privées par un ou (des) acteur(s) ou partie(s) intéressée(s) au processus.⁽⁹⁾

De manière générale, la lutte contre la corruption – dans le cadre de projets ou d'institutions spécifiques, à l'échelon national ou international – consiste en deux grandes catégories d'interventions : les mécanismes préventifs et les sanctions. La prévention est importante, mais quelque soit le nombre de mesures de protection mises en place, aucun système ne peut parvenir à toujours prévenir la corruption. D'où la nécessité de compter sur

8- Définition utilisée par Transparency International, www.transparency.org

9- Lutte contre la corruption, Matrice des risques marchés secteur de l'électricité, les guides CGEM Mai 2009, P12.

La norme ISO 37001 : Un nouveau système de management anti corruption d'usage international

Pour répondre à cette problématique, nous avons structuré notre article en Quatre (04) parties, nous reviendrons globalement, dans la première partie, sur les grandes lignes du nouveau système de management anti-corruption, en nous basant sur les concepts du risque de la corruption relevés dans la littérature et la réglementation en vigueur et le contexte international et réglementaire anti-corruption, puis nous entamons le contexte et les enjeux d'un système de management anti-corruption (ISO 37001) afin de comprendre les finalités de ce système, son champ d'application et sa position dans le contexte normatif, pour continuer on va essayer de comprendre comment identifier les procédures et les politiques pour mettre en œuvre un système de management anti-corruption. Enfin, nous évaluerons ce système par l'illustration et la discussion de ses avantages et ses inconvénients.

I - Les concepts fondamentaux de Système de Management Anti-corruption

Un système de Management est un «ensemble d'éléments inter-reliés ou en interaction d'une organisation pour établir des politiques et des objectifs et des processus pour atteindre ses objectifs» (d'après ISO 9001)⁽⁵⁾. En d'autres termes ce système permet aux organismes de mettre en œuvre une démarche structurée dans leurs activités afin d'atteindre leurs objectifs. Quelle qu'en soit la taille de l'organisme, il est très utile de disposer de procédures correctement documentées pour s'assurer que chacun connaît bien son rôle. Ce processus vise à systématiser les modes opératoires. Les normes ISO applicables aux systèmes de management fournissent un modèle à suivre pour mettre en place et gérer ce type de systèmes⁽⁶⁾.

ISO 37001 établit un pont entre deux cultures différentes; celui des systèmes de management et celui des modèles d'organisation et des plans anti-corruption, l'adoption de cette nouvelle norme permet aux entreprises de certifier leurs processus de gestion du risque de corruption⁽⁷⁾.

5- Valerio Brescia, Corruption and ISO 37001: A new instrument to prevent it in international entrepreneurship World Journal of Accounting, Finance and Engineering Vol.1, No.1 (2017), P 06.

6- <https://www.iso.org/fr/management-system-standards.html>

7- https://bis.lexisnexis.fr/_media2/pdf/eBook-ISO37001_LexisNexisBIS.pdf

et lutter contre la corruption Bon nombre de gouvernements ont pris des mesures pour lutter contre la corruption avec l'adoption de législations nationales ou la signature d'accords internationaux comme la Convention des Nations Unies contre la corruption⁽²⁾, mais il faut faire plus. Pour enrayer ce phénomène et compléter l'arsenal des mesures nationales et internationales, on peut miser sur une modification institutionnelle et sur l'instauration d'une culture anti-corruption au sein des organismes.

À l'instar de nombreux organismes ont déjà investi beaucoup de temps et de ressources pour développer des systèmes et des processus internes destinés à prévenir la corruption. Dans le but de soutenir ses efforts, l'Organisation internationale de normalisation a publié une série de normes dont l'ISO 37001 dans le cadre de veiller à la transparence et à la clarté des mesures et des moyens de contrôle à mettre en place par les organismes, pour une mise en œuvre efficace et efficiente. Cette nouvelle certification appelée Systèmes de Management Anti-corruption décrit comment mettre en œuvre des programmes anti-corruption efficaces, et présente une méthode de révision indépendante qui permet aux entreprises de certifier leurs processus de gestion du risque de corruption⁽³⁾.

l'ISO 37001, cet outil professionnel, publié le 14 octobre 2016 sur la base d'un travail collaboratif conduit par des délégations de 20 pays, elle représente la première Norme internationale de systèmes de management anti-corruption visant à aider les organismes à combattre le risque de corruption en les aidant à implanter, maintenir et améliorer un système de gestion anti-corruption au sein de leurs propres opérations et à tous les niveaux de leurs chaînes de valeur mondiales. En offrant un cadre général souple destiné à prévenir, détecter et traiter les problèmes de corruption, ISO 37001 devrait permettre aux organismes d'atténuer les risques et les coûts liés à ce fléau⁽⁴⁾.

Ce constat nous amène à répondre à la problématique de recherche suivante : ISO 37001 a-t-elle le pouvoir d'améliorer les pratiques de lutte contre la corruption ?

2-La Convention des Nations Unies contre la corruption, l'instrument juridique le plus fort et le plus complet en matière de la lutte contre la corruption au niveau international.

3- https://bis.lexisnexis.fr/_media2/pdf/eBook-ISO37001_LexisNexisBIS.pdf.

4- <https://www.iso.org/fr/news/2016/10/Ref2125.html>.

La norme ISO 37001 : Un nouveau système de management anti corruption d'usage international

Aouichat Hayet

Doctorante en droit des affaires

Faculté de droit Saïd Hamdin

Introduction

À l'internationalisation de la délinquance d'affaires, la corruption constitue une problématique nuisible difficile à contrer à l'échelle mondiale. Selon une estimation de la Banque Mondiale, plus de 1 500 milliards de dollars seraient détournés en pots-de-vin chaque année. Ce montant représente près de 5% des échanges de la planète, La corruption représente une menace majeure pour l'état de droit et le développement durable à travers le monde. Elle a des conséquences désastreuses et destructives, avec une qualité de vie amoindrie, une pauvreté accrue et une confiance entamée du public. Au niveau mondial, elle représente un obstacle significatif au commerce international alors que, dans les entreprises ou les organismes elle a un impact répercussions sur la motivation des employés, elle est également inadéquate avec la stratégie, induit à une perte de rentabilité des entreprises ce qui entraîne une baisse de la qualité des produits, et une diminution de la croissance et freine le développement des entreprises⁽¹⁾. Ce qui peut compromettre sérieusement l'efficacité du système .

C'est pour cette raison qu'un appel a été lancé aux niveaux national et international afin de prendre des mesures efficaces pour limiter les dommages

1-La corruption nuit à toutes les entreprises petites et grandes, multinationales et locales. Les scandales dans les entreprises ont ébranlé les marchés financiers et miné la confiance des investisseurs. De tels incidents attirent aussi énormément l'attention de l'opinion publique et des médias, et portent atteinte à la réputation des entreprises concernées, des personnes impliquées, et bien au-delà.